

## Extraits annotés

anegeo 03/08/2020

<http://www.cgeiet.economie.gouv.fr/PagesTextes/00SCGEIET.html>

Le service du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies a été créé par le [décret n° 2009-64 du 16 janvier 2009](#) modifié. Il est chargé, sous l'autorité du vice-président du conseil général, de la mise en oeuvre des dispositions statutaires applicables aux ingénieurs du Corps des Mines. Au-delà des questions de gestion administrative, il accompagne individuellement les ingénieurs des mines au cours de leur carrière.

- o - o - o - o -

Auparavant, ça s'appelait le « **Conseil Général des Mines** », maintenant c'est **CGE-IET** (adresse postale à Bercy), extraits du rapport 2013 (66p.)



## CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ÉCONOMIE DE L'INDUSTRIE, DE L'ÉNERGIE ET DES TECHNOLOGIES

# Rapport d'activité 2013

(disparu d'internet depuis)



### Éditorial

de **Luc ROUSSEAU Vice-président** du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (x-mines, conseiller rech-industrie-environ du Premier ministre J.P. Raffarin 2002-05 puis Dir. gén. des entreprises à Bercy, etc.) :

*(...) L'énergie, l'épuisement des matières premières et le réchauffement climatique demeurent des préoccupations majeures de long terme auxquelles il faut dès maintenant préparer des réponses de façon concertée avec nos partenaires internationaux. (...)*

*Sous l'autorité du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique qui le préside mais aussi à disposition de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et de leurs secrétaires d'État, le Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGE) participe pleinement à cet effort commun en s'efforçant d'apporter chaque jour **ses compétences** techniques,*

économiques et juridiques pour éclairer et **préparer les décisions publiques**, avec un accent particulier sur la métamorphose numérique et la transition énergétique et écologique. (...)

... couvrent en effet tous ses champs de compétence : **l'énergie - nucléaire** comme renouvelable -, le numérique -(...)

Le CGE a bien entendu assuré sa mission d'avis sur divers projets de texte, notamment en matière de permis miniers et a poursuivi la mission sur le déploiement des infrastructures de **recharge des véhicules électriques** lancée en 2012...

**Le CGE, c'est enfin la gestion du corps des mines** tout au long de la carrière des ingénieurs depuis leur recrutement, notamment à la sortie de **Polytechnique**. Cette gestion s'attache à répondre au mieux aux **besoins de nos administrations et établissements publics**, à Paris, comme en province, à Bruxelles comme dans les organismes internationaux tout en permettant à chacun un **déroulement de carrière motivant**.



Le CGE-IET en octobre 2013 (p. 8)

p. 11 :

## UN TRAVAIL COLLECTIF DANS LE CADRE DES SECTIONS

(...)

• « Sécurité et risques » traite des questions de sécurité, de sûreté, de prévention, d'anticipation, de traitement des **risques** de toutes natures et de **gestion de crise**, notamment dans les domaines financier, industriel, **nucléaire** et des réseaux. »

[à ce propos voir [ici](#) ]

« • à la présentation de rapports de missions réalisées par les membres du CGE sur des thèmes liés aux domaines de compétence de ces sections, suivie d'une **discussion collégiale permettant une appropriation collective des questions abordées** ;

• au choix de quelques axes de réflexion spécifiques permettant aux membres des sections d'approfondir des thèmes pour **anticiper, autant que possible, les besoins des ministres** et préparer les missions à venir ;

• à la formulation d'**avis aux ministres** : ces avis peuvent être ponctuels sur un **sujet sur lequel le CGE souhaite attirer l'attention d'un ministre** ; ils peuvent être systématiques : un groupe de travail spécifique est alors créé au sein de la section pour instruire les dossiers correspondants... »

[et vice et versa, une ministre vous dira que pour les sujets dont le CGE ne veut pas attirer l'attention, il les cache : [là](#) ]

p. 12 :

« Il convient également d'évoquer l'engagement de plusieurs membres du CGE comme membres ou comme **présidents de divers jurys de recrutement ou d'avancement pour des corps** relevant du ministère de l'économie et des finances et du ministère du redressement productif : techniciens supérieurs de l'industrie et des mines, ingénieurs de l'industrie et des mines, ingénieurs des mines issus d'écoles autres que l'école polytechnique ou de voies de recrutement interne. »

p. 16 :

« Le CGE est également régulièrement saisi par le ministre du redressement productif de missions portant sur la situation de bassins économiques, de secteurs ou d'**entreprises affectés par des difficultés d'ordre économique** et social et dont la pérennité peut être menacée alors que leur activité revêt une importance particulière au regard des **enjeux d'indépendance nationale...** »

p. 38 :

« Dans le cadre de sa mission d'inspection permanente d'établissements publics placés sous la tutelle des ministères en charge respectivement de l'**industrie et de l'environnement**, cinq missions ont été conduites. Le CGE a terminé en 2013 les inspections lancées en 2012 de l'**ANDRA...** En outre, par convention avec l'**ASN**, le CGE est chargé d'auditer les divisions territoriales de cette agence. Cette mission prolonge l'inspection des divisions de sûreté nucléaire et de radioprotection placées au sein des **DRIRE** que l'ancien Conseil général des mines menait, avant la création de l'**ASN** en novembre 2006. »

comme p. 41-42 :

« La valorisation des ressources nationales est un élément important de compétitivité économique et de création de valeur ajoutée. Le CGE y contribue à plusieurs niveaux. Plusieurs textes réglementaires confient au CGE la responsabilité d'examiner les projets de textes normatifs relatifs à la gestion du **sous-sol** et les projets de décisions individuelles relatives aux titres miniers et de **stockages souterrains**. (...) Le CGE a été également sollicité pour examiner divers projets de dispositions réglementaires relatives au code minier. 5 avis ont été donnés, portant respectivement sur la sécurité au travail, la **géothermie**, l'ouverture de travaux miniers et sur la fiscalité minière. (...)

Un groupe de travail permanent des sections « régulation et ressources » et « sécurité et risques » est chargé de préparer les **avis que le CGE est appelé à donner** sur les projets de décisions relatifs aux titres miniers ou de **stockage souterrain** ainsi que sur des projets de textes normatifs dans le domaine du sous-sol. Ce groupe, présidé par Alain Liger, comprend **douze membres du CGE** ainsi que trois membres associés : deux conseillers d'État et un professeur de droit des universités. Le groupe de travail **s'est réuni 10 fois** en 2013. »

**1) 12 membres CGE réunis presque chaque mois, ils doivent connaître par coeur la situation de ce sujet triple : géothermie, sous-sol et Andra de l'année 2013, exposé en détail : [là](#),**

**2) « Le CGE assure une mission permanente d'inspection sur des établissements publics (...) Le Bureau de recherches géologiques et minières » (p. 10)...**

...ce qui a bien sûr trait au sous-sol. Or en cette année 2013 est nommé un nouveau Directeur Scientifique au BRGM, Patrick Landais. On a déjà présenté l'affaire : [ici](#), chapitre II « A qui sont données les clés de la voiture ? ». Mais il faut peut-être ajouter ici que Cl. Guéant et J.F. Rocchi, qui n'ont pas de raison de connaître Mr Landais, n'ont fait que donner un coup d'épaule pour faire passer ce candidat du CGE ?

**3) 2013 est aussi l'année où ces très hauts ingénieurs ont décidé, contrairement à leurs promesses antérieures, qui étaient inscrites dans les textes, et contre tous les avis locaux, suite à un incendie "impossible" d'après ces experts qui a tout cassé au fond de Stocamine, d'y laisser les déchets sauf une petite partie « mercurielle ».**

p. 39 :

« l'organisation de la **fonction d'audit ministériel** a été modifiée par un décret du 23 avril 2013 qui instaure deux instances nouvelles :

- le comité d'audit interne des ministères qui définit la politique d'audit interne,
- la mission d'audit interne qui pilote et anime la fonction d'audit interne.

Le comité de l'inspection du CGE participe à cette mission qui rassemble les représentants des différents corps et services d'inspection, de contrôle et d'audit des ministères contribuant aux travaux d'audit interne. »

p.44 :

## LA MISSION SUR LE DÉPLOIEMENT DES BORNES DE CHARGE DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

« faciliter l'installation de dispositifs de charge dans le domaine privé ; **accélérer le déploiement d'infrastructures publiques de charge**. La mission, renforcée par plusieurs membres du CGE avec le soutien actif de la DGCIS, a assuré un contact systématique avec les régions, les départements et les grandes agglomérations pour **les inciter à développer** des programmes cohérents de **mobilité électrique avec le soutien financier de l'État**. (...) les projets identifiés représentent près de 50 % du budget alloué dans le cadre du programme **investissement d'avenir opéré par l'ADEME**. La totalité de l'enveloppe de **50 millions** d'euros devrait ainsi être consommée en 2014. La **France** possède désormais le **réseau de bornes de recharge de véhicules électriques le plus dense d'Europe**. La **filière électrique**, organisée autour du **pôle EDF**, de grands équipementiers (**Schneider, Legrand**) et d'entreprises spécialisées, est en bonne position en France et à l'export sur **les bornes**, les infrastructures et les services associés (itinérance, **gestion de flotte**, autopartage. (...) Ce plan permettra de faire de la **France la championne de la mobilité électrique** et de positionner les constructeurs français en tête d'un marché qui pourrait dépasser **75 000 véhicules** en Europe en 2015. Il **permettra** également aux **équipementiers électriques** de développer de nouvelles activités créatrices d'emplois. Le **Préfet Francis Vuibert** a été **désigné** chef de projet pour ce plan. »

- 1) et l'électricité de millions de voitures électriques en prévision ? d'où elle va venir ? hé, hé... hé, hé...
- 2) **L'Ademe utilisée comme encore un autre outil pour imposer la voiture individuelle électrique, 75 % atomique**. L'année suivante y a été nommé le "corps des mines" Fabrice Boissier à la sortie de l'Andra. Il était un des pions ([là](#)) programmé par le "corps des mines" pour bloquer une sortie médiatique éventuelle ([là](#)) du potentiel géothermique de Bure (via son parrain Philippe Vesseron, [là](#), très éminent membre du "corps des mines" et ancien directeur de l'IPSN/CEA. On en a parlé [là](#) à la fin du paragraphe I). Deuxième étape cohérente de son *parcours professionnel* donc : promotion de la voiture électrique individuelle, atomique à 75 %.

p. 52 :

## LA GESTION DU CORPS DES MINES

« Le Service du conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (SCGE) assure le **recrutement des ingénieurs des mines, la définition et la mise en œuvre de la politique de leur formation et la gestion de leurs parcours professionnels**. Le chef du service et ses deux adjoints sont affectés au SCGE et sont chargés, pour une partie de leur temps, de la formation des ingénieurs dans le cadre de Mines ParisTech et de Télécom ParisTech. »

### **Une gestion personnalisée :**

Le SCGE s'attache à **mettre chaque ingénieur** dans des conditions où il puisse donner le meilleur de lui-même, en réponse aux besoins exprimés par les directions d'emploi. Cette gestion personnalisée constitue l'un des points forts de la gestion des **ressources humaines** du **corps des mines**.

### **Orientation des carrières :**

Le chef du service du CGE et ses adjoints rencontrent **régulièrement les ingénieurs des mines, en tête-à-tête**, pour examiner avec eux le déroulement de leur **parcours professionnel** et les accompagner dans leurs choix.



Le SCGE **se tient informé des** opportunités de **postes** au sein de l'administration en rencontrant notamment les directions des administrations qui sont susceptibles d'employer des **ingénieurs des mines**. Les premiers postes auxquels l'administration destine les ingénieurs des mines comportent des **responsabilités élevées** : animation d'une équipe importante, gestion de dossiers et de projets complexes, contacts directs avec les entreprises, les élus, les associations, les médias, les instances politiques. (...)

Le SCGE contribue également à l'organisation de **rencontres régulières entre les ingénieurs des mines**, qu'il s'agisse des ingénieurs-élèves, des ingénieurs en début ou milieu de carrière et de ceux qui occupent des responsabilités éminentes. »

p. 53

« Concernant les demandes de mobilité de l'administration vers des fonctions privées, il a été institué au plan national une commission de déontologie qui est appelée à rendre des avis préalables sur la compatibilité des activités privées que se proposent d'exercer les fonctionnaires avec les principes de probité et de désintéressement des agents publics. Le chef du SCGE ou ses adjoints participent à cette commission pour l'ensemble des dossiers concernant les ingénieurs des mines. »

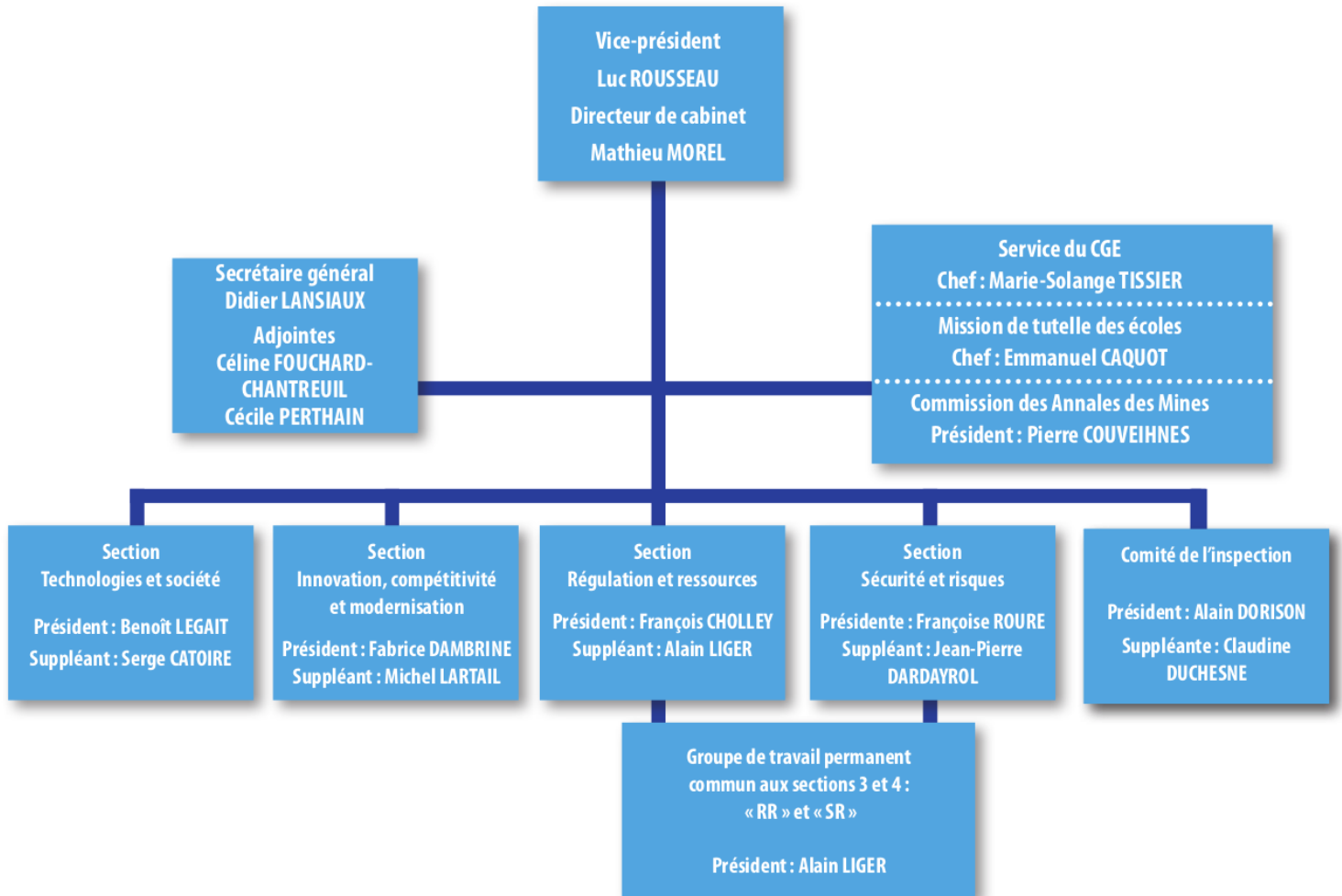
**Une gestion collective dynamique et rigoureuse :**

**Recrutement** : Le recrutement des **ingénieurs des mines** se fait, d'une part, à la sortie de l'École **polytechnique** [qui rappelle le dépend exclusivement du ministère de la défense] des Écoles normales supérieures (ENS), de Télécom ParisTech et de Mines ParisTech et, d'autre part, par concours externe parmi les docteurs, par concours interne pour les fonctionnaires et agents publics et par examen professionnel pour les ingénieurs de l'industrie et des mines.

p. 54 :

« **L'avancement** dans le **corps des mines** se fait en application du statut du corps. Les nominations aux grades supérieurs sont prononcées par arrêté pour le grade d'ingénieur en chef et par décret pour le grade d'ingénieur général. Le SCGE prépare les réunions de la CAP du corps des mines qui est **présidée par le vice-président du CGE**. »

p. 60 :  
organigramme du CGE au 01/04/2014 :



p. 61 :

**Membre du Conseil au 01 avril 2014 :**  
**Ingénieurs Généraux des Mines :**

Renaud Abord de Chatillon	Caroline Leboucher
Gilles Bellec	Benoît Legait
René-François Bernard	Alain Liger
Claude Calvayrac	François Loos
Mireille Campana	Jean-François Magana
Emmanuel Caquot	Marc Meyer
François Cholley	Robert Picard
Pascal Clément	Luc Rousseau
Pierre Couveinhes	Philippe Schil
Jean Cueugniet	Henri Serres
Fabrice Dambrine	Jacques Serris
Jean-Pierre Dardayrol	Hélène Serveille
Alain Dorison	Jean-Louis Sikorav
Dominique Dron	Jean-François Sorro
Anne Duthilleul	Rémi Steiner
Gérard Lallement	Marie-Solange Tissier
Didier Lansiaux	Françoise Trassoudaine
Michel Lartail	Jean-Luc Vo Van Qui

[puis il y a 9 contrôleurs généraux économiques et financiers, 12 chargés de mission, 13 membres associés (dont par ex. Michel Petit, l’X-télécom qui représentait la France au Groupe II du GIEC, celui chargé de faire peur, Alain Bravo ancien Directeur général de Supélec, etc.)

p. 62 :

« ingénieurs et contrôleurs généraux référents au 1<sup>er</sup> avril 2014 :

La fonction de référent consiste à développer et mettre à disposition, au bénéfice de tous les membres du Conseil, une expertise et/ou des relations étroites et confiantes avec les partenaires extérieurs du CGE... **Extrait :**

Thématique	Services	Référent 1	Référent 2
Energie – Climat	DGEC, CRE	Gilles BELLEC	Mireille CAMPANA
Sûreté nucléaire	ASN	Alain LIGER	Jean-François SORRO
Télécommunications (dont fréquences)	ARCEP, CSA, ANFR	François CHOLLEY	Dominique VARENNE
Usages du numérique et contenus numériques	CNIL	Jean-Pierre DARDAYROL	Philippe SCHIL
Systèmes d’information	DISIC	Marc MEYER	Gérard LALLEMENT
Cyber sécurité	ANSSI	Jean-Pierre DARDAYROL	-
Défense et sécurité des infrastructures vitales	SGDSN	Jean-Luc VO VAN QUI	-
Espace	CNES	Jacques SERRIS	-
Environnement (dont risques, pollution, eau, déchets)	DGPR, DGALN, CGEDD	Alain DORISON	Françoise ROURE
Matières premières		Alain LIGER	-
Economie et compétitivité	DGTrésor, INSEE	Serge CATOIRE	François VALERIAN
Industrie, services, filières	DGCIS	Fabrice DAMBRINE	Pascal CLEMENT
Services et contrôles financiers	ACPR, Banque de France	Rémi STEINER	François VALERIAN
Recherche et innovation	DGRI, Académie des technologies	Benoît LEGAIT	Michel LARTAIL

(...)

p. 63-63

« Missions réalisées par le CGE en 2013 : **extrait :**

...

- Audit de la **sécurité** anti intrusion dans les **installations nucléaires**

...

36 missions d’inspection et d’Audit : **extrait :**

...

- **Andra,**

...

- Division territoriale de l’ASN de Lyon